ASSEMBLÉE NATIONALE

26 septembre 2013

GARANTIR L'AVENIR ET LA JUSTICE DU SYSTÈME DE RETRAITES - (N° 1376)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° AS292

présenté par

M. Robiliard, M. Sebaoun, M. Paul, Mme Carrey-Conte, Mme Carrillon-Couvreur, M. Germain, M. Gille, Mme Le Houerou, Mme Neuville, Mme Pinville, M. Sirugue, M. Juanico, M. Aylagas, M. Bapt, Mme Biémouret, Mme Bouziane, Mme Bulteau, Mme Clergeau, M. Ferrand, Mme Hélène Geoffroy, Mme Gourjade, M. Guedj, Mme Huillier, Mme Hurel, Mme Iborra, Mme Khirouni, Mme Laclais, Mme Lacuey, Mme Lemorton, M. Liebgott, Mme Louis-Carabin, Mme Orphé, Mme Pane, Mme Romagnan, M. Touraine, M. Véran et Mme Guittet

ARTICLE 5

Compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« III. – Après le premier alinéa de l'article L. 4612-17 du même code, est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le comité d'entreprise est informé et consulté, en lien avec le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, sur la mise en œuvre du compte personnel pénibilité et sur les mesures prises par l'employeur pour réduire la pénibilité. » ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Interlocuteur essentiel de l'employeur en matière économique et sociale, il importe que le CE soit informé et consulté sur la mise en œuvre des comptes personnels pénibilité et sur les mesures prises par l'employeur pour diminuer la pénibilité.